

● (1420)

Prenons notre programme de construction accélérée de logements de location ou le programme à dividendes limité. Je sais qu'ils peuvent paraître affreux aux riches promoteurs de l'Alberta qui désirent construire des logements de luxe.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Ce n'est pas vrai.

M. Baker (Grenville-Carleton): Ne blaguez pas, c'est une question sérieuse.

M. Danson: Notre priorité c'est le travailleur, celui qui gagne un revenu moyen.

Des voix: Bravo!

M. Danson: Nous avons offert \$200 millions à 8 p. 100 d'intérêt aux constructeurs qui bâtiraient des logements de location modeste conformes aux normes de la SCHL, mais ces gens ont dit: «Non, cela sous-entend une régie des loyers et nous ne voulons pas nous lancer là-dedans.» Quand nous avons offert \$200 millions, nous avons obtenu suffisamment de réponses pour offrir encore \$200 millions. Nous étudions actuellement ces propositions qui répondent à des normes de logement satisfaisantes, à des loyers accessibles.

En outre, on exhorte vivement les prêteurs particuliers à consentir des prêts dans ce secteur. On établit des programmes en vertu desquels 25 p. 100 des logements seront mis à la disposition des municipalités et provinces pour des logements à loyer modeste à l'intention des gens qui, même en tenant compte de ces taux subventionnés, n'ont pas un revenu suffisant pour se payer un logement. Nous avons traité de cela dans le passé, dans le cadre de nos programmes de logements sociaux. C'étaient de bons programmes. Nous avons commis des erreurs, je l'avoue, mais elles nous ont servi de leçons. Il y a moins d'un an, lorsqu'on m'a confié le portefeuille actuel, je disais aux municipalités dans mes discours «Vous faites fausse route. Vous ne voulez pas de projets de logements sociaux chez vous». Je doute toujours des raisons qu'elles invoquent sous ce rapport et je pense que leurs vues étaient plutôt étroites. Il s'agissait aussi d'une réaction aux programmes dont nous faisons l'expérience et qui n'étaient pas parmi les meilleurs, comme par exemple les énormes projets de logements sociaux dans les municipalités.

Maintenant nous tâchons d'intégrer les gens au cœur même de la société et de faire en sorte qu'ils ne soient pas isolés dans des logements sociaux où surgissent les tensions et les préjugés sociaux, surtout dans le cas des enfants, qui acquièrent en grandissant un meilleur sens de la vie lorsqu'ils sont intégrés dans la société au lieu de faire partie d'un groupe d'assistés sociaux.

Nous avons fait beaucoup de progrès, je pense. Dans nos autres programmes d'habitation coopérative sans but lucratif, nous nous sommes engagés à verser 28 millions de dollars. Tous les fonds affectés à l'habitation, sous le contrôle direct de la Société centrale d'hypothèques et de logement seront engagés avant le mois de septembre de cette année. Au lieu de les morceler, nous tâchons de les verser rapidement et c'est ce que nous avons fait jusqu'ici. Nous avons accéléré le rythme de nos engagements mois après mois. J'exhorte les provinces à obtenir les fonds voulus et à les dépenser pour les logements à l'intention des gens qui ont besoin d'un logis mais qui n'ont pas les moyens de le payer. Jusqu'au 10 avril, nous engageons en

Les subsides

moyenne 4 millions de dollars par jour. Le mois suivant, le montant passait à plus de 6.5 millions de dollars par jour et il s'établissait actuellement au rythme d'environ 10 millions par jour.

Si on y voit un ralentissement, un manque de priorités ou de la lenteur administrative, alors quelque chose cloche quelque part. J'y vois un gouvernement préoccupé et une société qui fait son travail sous la direction d'un président qui s'y connaît plus en construction domiciliaire et en aménagement au pays que n'importe qui d'autre, un homme envers qui nous devrions être reconnaissant parce qu'il a abandonné une carrière pour entrer dans la Fonction publique et servir son pays, un homme qui ne peut être ici au Parlement pour se défendre.

Des voix: Bravo!

M. Danson: C'est un homme plein de dévouement et de talent que nous connaissons tous et dont nous sommes tous fiers.

M. Paproski: Mais il ne construit pas de maisons unifamiliales.

M. Danson: Nous en construisons relativement beaucoup plus que n'importe quel autre pays. Le député de Winnipeg-Nord a dit que je devrais aller voir en Europe ce qui s'y fait. J'y suis allé et je suis impressionné. Les Européens ont fait de grandes choses, sauf qu'ils nous regardent avec envie. Ils regardent la qualité de nos logements et de nos collectivités et, quand ils les comparent aux leurs, ils nous envient, croyez-moi. Je crois que nous avons beaucoup à apprendre de certains de leurs systèmes de regroupement foncier et certains de leurs systèmes de décentralisation de la population, mais je suis convaincu plus que jamais que le Canada se situe au tout premier plan pour ce qui est de la qualité et de la quantité de ses logements. Je ne tire pas grande fierté des îlots d'affreux taudis et de pauvreté qui restent encore. Nous ne saurions le tolérer et je sais que le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour y mettre fin.

Pour ce qui est des logements pour les citoyens âgés, le gouvernement actuel en a construits plus depuis qu'il est au pouvoir que pendant toute notre histoire. Cela révèle une priorité et un engagement.

Des voix: Bravo!

M. Danson: On a mentionné la question du regroupement foncier et du traitement des eaux-vannes. C'est une excellente observation. Nous avons consacré 1 million de dollars par an à ce programme. J'aimerais signaler en passant que nous n'avons pas encore refusé une seule demande d'usine de traitement des eaux-vannes dans tout le Canada. J'espère qu'il continuera d'en être ainsi. J'estime que les provinces qui achètent des terrains sans avoir l'intention de les urbaniser dans une proche avenir et qui se plaignent de ne pas avoir d'argent pour viabiliser ces terrains sur lesquels elles n'ont de toute façon pas l'intention de construire des maisons, feraient bien mieux de réviser l'ordre de leurs priorités. Elles devraient grouper suffisamment de terrains pour pouvoir les viabiliser et les mettre sur le marché. Cependant, ces mêmes provinces semblent avoir suffisamment d'argent pour faire les choses attrayantes sur le plan politique que les gouvernements sont enclins à faire pendant une campagne électorale. A mon avis, elles ne devraient pas dépenser cet argent ailleurs et nous demander d'imposer les gens et de leur donner cet argent qu'elles dépenseront peut-être tout aussi inconsidérément.